

**CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE ORDINAIRE DU 18 FEVRIER 2021**

**NOMBRE DE CONSEILLERS :**

|                           |    |
|---------------------------|----|
| - en exercice             | 29 |
| - présents                | 21 |
| - votants par procuration | 4  |
| - absents                 | 4  |
| - total des votants       | 25 |

xxx

Compte rendu de la séance affiché le 22 février 2021.

xxx

L'an deux mille vingt et un, le jeudi dix-huit février, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Lillebonne, légalement convoqué le 9 février, s'est assemblé en session ordinaire dans la salle de l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Mme Christine DÉCHAMPS, Maire.

Conformément à la loi 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire, la séance s'est déroulée sans que le public ne soit autorisé à y assister. Le caractère public de la réunion a toutefois été assuré puisque les débats étaient accessibles au public, en direct, via le compte Facebook de la commune.

Par ailleurs, à titre dérogatoire, le Conseil Municipal pouvait valablement délibérer avec un tiers (*et non la moitié*) de ses membres en exercice présents et chaque élu pouvait disposer de deux procurations.

**Étaient présents :**

Mme Christine DÉCHAMPS, Maire

M. Kamel BELGHACHEM, Mme Emmanuelle PATIN, Mme Marie-Hélène LONGO, M. Franck LEMÂÎTRE, Mme Fabienne MANDEVILLE, M. Pascal SZALEK, Mme Virginie RUFFIN-MICHEL, Adjoints,

Mme Chantal BEAUDOIN, Mme Michelle DAJON, Mme Brigitte POLLET, Mme Evelyne BAILLEUL, Mme Nathalie CASTEL, M. Sébastien MORO, M. Junior MOUDJIH A FIONG, M. Tarek HAMMAN, M. Fabrice LEPAREUX, M. Omar BELGHACHEM, M. Johan GONZALEZ, Mme Marianne DUHAMEL, M. Patrick CIBOIS, Conseillers Municipaux.

**Excusés :**

|                       |                     |                        |
|-----------------------|---------------------|------------------------|
| M. Yves GIMAY         | qui donne pouvoir à | Mme Christine DÉCHAMPS |
| M. Damien AUBÉ        | qui donne pouvoir à | M. Kamel BELGHACHEM    |
| Mme Arlette LECACHEUR | qui donne pouvoir à | M. Patrick CIBOIS      |
| M. Jean-Yves GOGNET   | qui donne pouvoir à | M. Patrick CIBOIS      |

**Absents :**

M. Philippe LEROUX, M. Patrick WALCZAK, Mme Sylvie DE MILLIANO, Mme Angélique DUVAL, Conseillers Municipaux.

formant la majorité des membres en exercice.

Mme Nathalie CASTEL est nommée secrétaire par le Conseil Municipal à l'ouverture de la séance.

**Délibération n°: D.07/02.21**

**Objet : Rapport d'orientation budgétaire et débat  
Exercice 2021**

**Délibération n°: D.07/02.21**

**Objet : Rapport d'orientation budgétaire et débat  
Exercice 2021**

Monsieur BELGHACHEM rappelle que les dispositions de l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoient que dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au sein du conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Aussi, au regard de ce qui précède,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2121-29 et L2312-1,

Vu le règlement intérieur du Conseil Municipal adopté par délibération n° D.82/09.20 du 17 septembre 2020 et notamment son article 13 relatif au Débat d'Orientations Budgétaires,

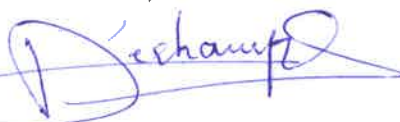
Le Conseil Municipal est invité :

- à prendre acte que lui a été présenté le Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année 2021,
- à prendre acte que ce rapport a donné lieu, en son sein, à un débat.

**LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE QUE LE RAPPORT  
SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DE L'ANNEE 2021 LUI A ETE PRESENTE  
ET QUE CE RAPPORT A DONNE LIEU A UN DEBAT.**

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.  
Et ont les membres présents signé au registre après lecture.

Pour extrait certifié conforme,  
le Maire de Lillebonne,




# VILLE DE LILLEBONNE

## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

VERSION 07 DU 12 FÉVRIER 2021





# I- CONTEXTE ÉCONOMIQUE, POLITIQUE ET FINANCIER



VERSION 01 DU 17 FEVRIER 2021

## I/ CONTEXTE NATIONAL

La crise économique liée à la pandémie de Covid-19 remet en cause l'ensemble des projections économiques du gouvernement. De plus, la deuxième vague de confinement a détérioré les prévisions du gouvernement quant aux chiffres de la reprise économique de 2021, avec un fort taux de la croissance du PIB, qui ne compensera pas en totalité la baisse due à la crise sanitaire.

|                                                                                                        | 2019                               | 2020 (estimation)                                           | 2021 (prévision)                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| <b>Taux de croissance du PIB (%)</b>                                                                   | 1,5<br><small>Source INSEE</small> | -11,2<br><small>Prévision du gouvernement (LF 2021)</small> | 6<br><small>Prévision du gouvernement (LF 2021)</small>              |
| <b>Taux d'inflation (%)</b><br><small>Source INSEE</small>                                             | 1,1                                | 0,2                                                         | 0,6<br><small>(OCDE – sept 2020 scénario 2 chocs successifs)</small> |
| <b>Taux de chômage (%)</b><br><small>Source INSEE</small>                                              | 8,1                                | 9                                                           | 11<br><small>(Banque de France)</small>                              |
| <b>Taux d'intérêt OAT 10 ans (OAT : obligations assimilables du Trésor)</b><br><small>OCDE</small>     | 0,13                               | 0,91                                                        | -0,3                                                                 |
| <b>Déficit public (% du PIB – pour rappel, plafond Maastricht : 3%)</b><br><small>Source INSEE</small> | 3                                  | 11,3                                                        | 8,5<br><small>Prévision du gouvernement (LF 2021)</small>            |
| <b>Dettes publiques (% du PIB)</b><br><small>INSEE</small>                                             | 98,1                               | 119,8                                                       | 122,4<br><small>Prévision du gouvernement (LF 2021)</small>          |
| <b>Taux de prélèvement obligatoire (% du PIB)</b> <small>Ministère des finances</small>                | 44,1                               | 43,8                                                        | 43,8                                                                 |

# LES CONSEQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE SUR LES RESSOURCES DES COLLECTIVITES LOCALES

2020

|      | Dépenses                                                                                                                                                                                                                                                                  | Recettes                                                                                                                                                                                 |
|------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| En + | Des surcoûts "covid19" : adaptation des services publics (aménagement, achats de produits sanitaires..) protection de la population, subvention exceptionnelle au GIP, publics fragiles, maintien des salaires sans aucune aide de l'Etat et versement de la prime COVID. | Des recettes fiscales qui progressent (revalorisation des bases des taxes foncières et d'habitation).                                                                                    |
| En - | Des économies de fonctionnement : fermetures pendant le confinement, annulations d'événements...                                                                                                                                                                          | Des recettes tarifaires perdues : produits des services suite à la fermeture des structures.<br>Des exonérations octroyées par la Municipalité (occupation du domaine public, loyers...) |

## I) PRINCIPALES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2021

La crise économique et sociale a contraint l'État à déployer un plan de relance "France relance" de 100 Mds€ en septembre 2020, dont 60 Mds€ sont financés par l'État. La loi de finances pour 2021 concrétise la baisse de 10 Mds€ des impôts de production à compter de 2021, soit 20 Mds€ en cumulé sur deux ans. De mars à septembre 2020, l'État avait d'ores et déjà anticipé un plan d'urgence de 470 Mds d'euros afin d'amortir le choc de la crise sanitaire, en accordant notamment des reports de charges sociales, la prise en charge du chômage partiel ou encore des prêts garantis par l'État.

Le plan de relance a pour objectif de revenir dès 2022 au niveau de richesse d'avant la crise sanitaire, mais également de préparer la transformation économique de la France pour 2030.

Le gouvernement a déterminé 3 priorités, qui se déclinent budgétairement comme indiqué ci-dessous pour 2021 :

- A - la transition écologique,
- B - la compétitivité des entreprises,
- C - la cohésion sociale et territoriale.

## A – La transition écologique

Le volet concernant la transition écologique cible notamment les collectivités par :

- des aides à la rénovation énergétique des bâtiments publics. La DSIL (Dotation de Soutien à l'Investissement Local) a été abondée d'un milliard d'euros supplémentaires dans le cadre de la loi de finances rectificative du 30 juillet 2020. Cette enveloppe, gérée par les Préfets au titre de la DSIL, est fléchée vers la rénovation du patrimoine, la transition écologique et la résilience sanitaire. En 2021, la DSIL représente une enveloppe de 1,8 Mds d'€ pour le bloc communal.
- des aides concernant la mobilité afin de renforcer le développement des transports communs publics et de financer les plans vélos.
- il est également prévu de cibler des projets de rénovation globale avec les bailleurs sociaux. Les collectivités seront donc plus fortement sollicitées afin d'apporter leur soutien aux bailleurs via les garanties d'emprunt.
- au delà de la rénovation, la relance du secteur logement va passer par la construction mais en densifiant plutôt qu'en étendant. Ainsi, un "fonds friches" de 300 millions d'euros pour le recyclage des friches urbaines et industrielles permettra de débloquer des projets dont le financement est complexe, par exemple du fait des coûts de dépollution.



## B – La compétitivité des entreprises

Afin de favoriser la compétitivité des entreprises, le plan comprend une baisse pérenne des impôts de "production" de 10 Mds d'euros dès 2021 :

- 7,25 Mds€ proviennent de la suppression de la part régionale de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
- la contribution économique des entreprises CET (qui réunit la CVAE et la Cotisation Foncière des Entreprises CFE) verra son taux de plafonnement, en fonction de la valeur ajoutée, abaissé de 3 à 2 %,
- la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) payée par les entreprises est réduite de moitié soit 1,54 Mds€.

Ces impôts étant perçus par les collectivités, celles-ci devraient logiquement voir leurs ressources fiscales diminuer de moitié. Cependant, la loi de finances neutralise intégralement ces effets, tant sur le stock des établissements industriels déjà établis, que sur le flux des extensions ou installations nouvelles.

De plus, le dynamisme de cette recette est maintenu par une revalorisation des bases annuelles soit 0,2 % pour 2021.

Pour rappel, les établissements industriels représentent 57 % du montant de la TFPB perçu par la ville, soit 2,8 M d'euros en 2019.

## C – La cohésion sociale et territoriale

Le volet de relance sur la cohésion sociale et territoriale prévoit notamment :

- De maintenir la clause de sauvegarde des recettes fiscales du bloc communal à hauteur de 200 M d'euros, instaurée par la 3<sup>ème</sup> loi de finances rectificative. Cependant, cette dernière ne s'applique plus aux recettes domaniales,
- de favoriser l'émergence de projets et de créer de l'activité dans les territoires, pour répondre à leurs besoins dans les domaines de la santé, de l'emploi et de la formation, des transitions écologique et numérique, etc...,
- 2,5 Mds d'euros sur 5 ans pour l'investissement en santé dans les territoires à travers des projets hospitaliers prioritaires et des projets ville-hôpital,
- de développer la numérisation des services publics et l'inclusion numérique,
- de prendre des mesures pour la sauvegarde de l'emploi (activité partielle) et renforcer l'employabilité des plus jeunes (apprentissage, dispositif jeunes diplômés, aide à l'embauche).

Cependant, la crise a accentué les inégalités et fragilisé les plus précaires. Les mesures ne compenseront pas l'ensemble des situations résultant de la crise, les collectivités devront probablement prendre des mesures complémentaires afin de venir en aide aux populations les plus touchées. Enfin, le gouvernement n'a pas prévu de compenser l'augmentation des dépenses de fonctionnement auxquelles doivent faire face les collectivités dans le cadre de la COVID-19.



Par ailleurs, le gouvernement ne baissera pas les concours financiers de l'État aux collectivités, hors système de péréquation pouvant impacter certaines collectivités. Ils seront même en légère augmentation de 1,2 Mds d'euros l'année prochaine, pour atteindre 50,3 Mds d'euros.

Le "filet de sécurité" sur les recettes fiscales du bloc communal, institué dans la loi de finances rectificative n°3 (notamment les droits de mutation) est maintenu dans la loi de finances 2021, ce qui n'est pas le cas des recettes domaniales. Le Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) progressera de 0,55 Mds d'euros.

Pour les collectivités bénéficiant de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), une augmentation de 90 M d'euros de l'enveloppe est prévue dans le cadre de la loi de finances.

La loi 2021 marque l'entrée en vigueur de l'acte 2 de la suppression de la Taxe d'Habitation (TH). Pour les 20 % des ménages payant encore cet impôt, l'allègement sera de 30 % en 2021, puis de 65 % en 2022. En 2023, plus aucun foyer ne paiera cette taxe sur sa résidence principale. La TH est remplacée dès 2021 pour les communes par la part de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dédiée aux départements.



Le projet de loi comprend d'autres dispositions fiscales que celles liées à la réforme de la fiscalité locale.

Ainsi, la Taxe Locale sur la Consommation Finale d'Electricité (TCFE) devrait perdre son caractère local, au nom de la conformité avec les directives européennes d'harmonisation de tarifs.

La loi de finances prévoit que cette taxe remonte intégralement au niveau national pour être reversée par quote-part aux bénéficiaires locaux, dès 2023. L'assiette restera territorialisée mais le taux sera centralisé.

Cela représente une perte du pouvoir fiscal pour les collectivités qui perdent ainsi le pouvoir sur le taux.

Par ailleurs, l'Etat poursuit le mouvement de suppression des taxes à faible rendement engagé depuis 2019, dont notamment les taxes funéraires pour 2021.

La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) ne sera pas revue à la baisse pour 2021.

## 2) LE CONTEXTE LOCAL

### Rappel des données du territoire

- le taux de chômage des 15 à 64 ans, à Lillebonne, était de 9,70 % en 2020 contre un taux de chômage national de 9 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2020 (source : INSEE).
- le revenu médian par habitant (médiane du revenu disponible par unité de consommation) était de 20 797 € en 2018. Le revenu médian national est de 20 990 € (source : impots.gouv.fr, année 2018 sur revenus 2017).
- en 2019, la Ville comptait 5 185 foyers fiscaux dont seulement 40,70 % assujettis à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) contre 51,50 % en moyenne nationalement (source : impots.gouv.fr, année 2019 sur revenus 2018).
- la Ville compte en outre 46,92 % de logements sociaux sur l'ensemble de son parc (source : fiche individuelle DGF 2019). La moyenne nationale est de 17 % de logements sociaux sur le parc des logements des villes en 2019.
- le taux de pauvreté à Lillebonne était de 22 % en 2018 contre une moyenne nationale de 14,8 % (source INSEE).



### Les mesures locales impactant le budget de la commune

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il est proposé aux communes de Caux Seine agglo de travailler à un nouveau pacte financier et fiscal.

Ce travail sera l'occasion notamment d'harmoniser et de réinterroger la fiscalité intercommunale, mais également d'analyser et de redéfinir au besoin les liens financiers des communes avec l'EPCI.



## II- ANALYSE BUDGÉTAIRE RÉTROSPECTIVE ET PROSPECTIVE\*

\*Les prospectives sont réalisées avec l'aide du logiciel Finance Active, en fonction des différents scénarios créés par la collectivité qui ne sont qu'une aide à la décision.

## I) Recettes réelles de fonctionnement

|                                                     | 2015         |              | 2016         |              | 2017         |              | 2018         |              | 2019         |           | 2020**    |           | 2021    |       | 2022  |           | 2023      |           | Evolution<br>2019/2020 |           | Evolus <sup>2</sup> annuelle<br>2015-2020 |           | En € par<br>hab. (9 101) |           | Moyenne 2019<br>stratégie * |           |
|-----------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------|-----------|-----------|---------|-------|-------|-----------|-----------|-----------|------------------------|-----------|-------------------------------------------|-----------|--------------------------|-----------|-----------------------------|-----------|
|                                                     | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020**       | 2021         | 2022         | 2023         | 2019/2020 | 2015-2020 | 2019/2020 | 2021    | 2022  | 2023  | 2019/2020 | 2015-2020 | 2019/2020 | 2015-2020              | 2019/2020 | 2015-2020                                 | 2019/2020 | 2019/2020                | 2019/2020 | 2019/2020                   | 2019/2020 |
| 70-Produits des services du domaine                 | 1 069 860 €  | 1 068 463 €  | 1 068 899 €  | 1 093 650 €  | 1 053 950 €  | 827 959 €    | 891 012 €    | 899 922 €    | 908 922 €    | -21,44%   | -4,52%    | 116 €     | 86 €    | 779 € | 242 € | 29 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |
| 73- Impôts et taxes                                 | 15 116 088 € | 14 852 992 € | 15 413 392 € | 15 526 470 € | 15 567 923 € | 15 778 159 € | 15 725 450 € | 15 783 956 € | 15 843 051 € | 1,35%     | 0,88%     | 1 711 €   | 779 €   | 242 € | 29 €  | 16 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |
| 74-Dotations et participations                      | 1 529 662 €  | 1 131 206 €  | 955 584 €    | 919 359 €    | 924 517 €    | 1 145 546 €  | 778 238 €    | 785 769 €    | 793 812 €    | 23,91%    | -5,02%    | 102 €     | 242 €   | 29 €  | 16 €  | 16 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |
| 75- Autres produits de gestion courante             | 94 255 €     | 99 093 €     | 101 225 €    | 230 507 €    | 143 654 €    | 148 466 €    | 140 000 €    | 140 000 €    | 140 000 €    | 3,35%     | 11,50%    | 16 €      | 29 €    | 16 €  | 16 €  | 16 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |
| Autres recettes de gestion (rembo, II du personnel) | 96 473 €     | 133 436 €    | 114 272 €    | 132 412 €    | 56 491 €     | 41 431 €     | 40 000 €     | 40 000 €     | 40 000 €     | -26,66%   | -11,41%   | 6 €       | 16 €    | 16 €  | 16 €  | 16 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |
| Recettes de gestion                                 | 17 906 338 € | 17 285 190 € | 17 653 372 € | 17 902 398 € | 17 746 534 € | 17 941 562 € | 17 574 700 € | 17 649 647 € | 17 725 785 € | 1,10%     | 0,04%     | 1 950 €   | 1 152 € | 779 € | 242 € | 29 €      | 16 €      | 16 €      | 16 €                   | 16 €      | 16 €                                      | 16 €      | 16 €                     | 16 €      | 16 €                        | 16 €      |

\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019

\*\* chiffres non définitifs

### Hypothèses retenues 2021-2023:

Chapitre 70 – Pour 2021, les produits des services ont été chiffrés selon les estimations du BP 2020, puis 1 % par an.

Chapitre 73 - Pas d'augmentation du taux de la fiscalité, évolution des bases de fiscalité de 0,2 % pour 2021 puis 1 % par an, fin de la DSC en 2021.

Chapitre 74 – Maintien de la DSU avec une évolution annuelle de la hausse de 2020. Non reconduction de la DSR pour 2021 et les années suivantes, les seuils d'éligibilité étant proches du plafond.

Chapitre 75 et autres recettes de gestion – Maintien des enveloppes du BP 2020 en tenant compte des réalisés 2019 et 2020.



## 2) Dépenses réelles de fonctionnement

|                                                                 | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020**       | 2021         | 2022         | 2023         | Evolution<br>2019/2020 | Evolut° annuelle<br>2015-2020 | En € par<br>hab. (9 101) | Moyenne 2019<br>strate * |
|-----------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 011 - Charges à caractère général                               | 3 580 864 €  | 3 474 717 €  | 3 499 002 €  | 3 393 276 €  | 3 556 801 €  | 3 093 260 €  | 3 636 000 €  | 3 679 632 €  | 3 723 788 €  | -13,03%                | -2,72%                        | 391 €                    | 262 €                    |
| 012 - Charges de personnel                                      | 8 015 786 €  | 7 978 834 €  | 8 209 660 €  | 7 736 429 €  | 7 883 391 €  | 7 763 268 €  | 8 100 000 €  | 8 197 200 €  | 8 295 566 €  | -1,52%                 | -0,63%                        | 866 €                    | 547 €                    |
| 014 - Autres dépenses de gestion                                | 212 449 €    | 212 565 €    | 211 815 €    | 211 430 €    | 210 843 €    | 211 261 €    | 211 261 €    | 211 261 €    | 211 261 €    | 0,20%                  | -0,11%                        | 23 €                     | 20 €                     |
| 65 - Autres charges de gestion courante                         | 2 785 560 €  | 2 845 924 €  | 2 829 685 €  | 2 739 200 €  | 2 702 487 €  | 2 712 422 €  | 2 817 693 €  | 2 817 693 €  | 2 817 693 €  | 0,37%                  | -0,53%                        | 297 €                    | 125 €                    |
| ↳ dont participation au CCAS                                    | 752 293 €    | 883 193 €    | 863 765 €    | 730 780 €    | 805 125 €    | 808 872 €    |              |              |              | 0,47%                  | 1,50%                         | 88 €                     |                          |
| ↳ dont subventions aux budgets annexes                          | 130 900 €    | 115 000 €    | 120 000 €    | 125 580 €    | 25 000 €     | 61 000 €     |              |              |              | 144,00%                | -10,68%                       | 3 €                      |                          |
| ↳ dont subventions aux associations                             | 1 329 480 €  | 1 273 760 €  | 1 278 778 €  | 1 300 300 €  | 1 285 398 €  | 1 261 711 €  |              |              |              | -1,84%                 | -1,02%                        | 141 €                    |                          |
| ↳ autres (Indemnités élus, adm. non valeurs, contribution SDIS) | 572 887 €    | 573 971 €    | 567 142 €    | 582 540 €    | 587 018 €    | 580 840 €    |              |              |              | -1,05%                 | 0,28%                         | 65 €                     |                          |
| Dépenses de gestion                                             | 14 594 659 € | 14 512 041 € | 14 750 162 € | 14 080 335 € | 14 353 522 € | 13 780 211 € | 14 764 954 € | 14 903 786 € | 15 048 308 € | -3,99%                 | -1,12%                        | 1 577 €                  | 954 €                    |

\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019

\*\* chiffres non définitifs

### ■ Hypothèses retenues 2021-2023:

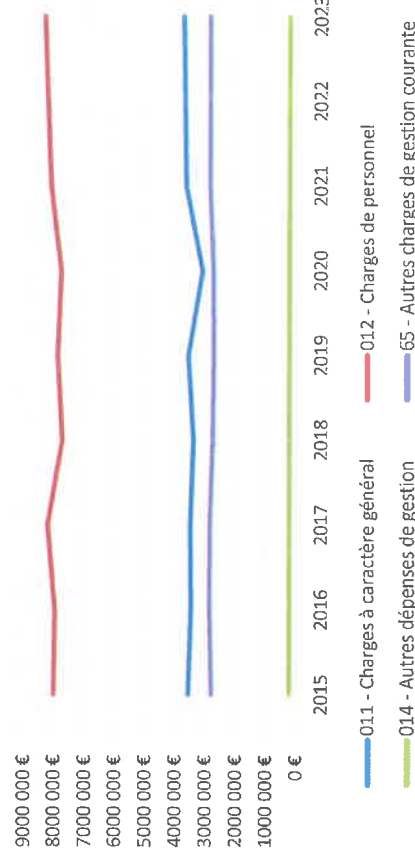
Chapitre 011 – Suite à la crise de la COVID 19 et au regard de son impact sur le budget de fonctionnement 2020, il a été décidé dans la prospective de maintenir les 1,2 % d'augmentation prévus au BP 2020 et d'y ajouter 1 % d'augmentation pour 2021, puis 1,2 % par an,

Chapitre 012 – il a été maintenu une logique de GVT (Glissement Vieillessement Technicité) à 1,2 % auquel s'ajoute le rachat de services non prévus dans la masse salariale.

Chapitre 014 – une continuité du FPIC (Fond national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes) dérogatoire,

Chapitre 65 – un maintien de l'enveloppe des subventions identique au BP 2020.

Evolution des dépenses par chapitre



### 3) Capacité d'autofinancement (CAF)

La Capacité d'Autofinancement (CAF) correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.  
Elle mesure la capacité de la collectivité à dégager des ressources sur son fonctionnement courant afin de financer l'investissement  
La CAF = épargne brute

|                                            | 2015               | 2016               | 2017               | 2018               | 2019               | 2020**             | 2021               | 2022               | 2023               | 2019/2020     | Evolution | Evolut° annuelle | En € par     | Moyenne 2019 |
|--------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------|-----------|------------------|--------------|--------------|
|                                            |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |                    |               |           |                  | hab. (9 101) | strate *     |
| Recettes de gestion                        | 17 906 338 €       | 17 285 190 €       | 17 653 372 €       | 17 902 398 €       | 17 746 534 €       | 17 941 562 €       | 17 574 700 €       | 17 649 647 €       | 17 725 785 €       | 1,10%         |           | 0,04%            | 1 950 €      | 1 152 €      |
| Dépenses de gestion                        | 14 594 659 €       | 14 512 041 €       | 14 750 162 €       | 14 080 335 €       | 14 353 522 €       | 13 780 211 €       | 14 764 954 €       | 14 905 786 €       | 15 048 308 €       | -3,99%        |           | -1,12%           | 1 577 €      | 954 €        |
| <b>Epargne de gestion</b>                  | <b>3 311 679 €</b> | <b>2 773 149 €</b> | <b>2 903 210 €</b> | <b>3 822 063 €</b> | <b>3 393 012 €</b> | <b>4 161 351 €</b> | <b>2 809 746 €</b> | <b>2 743 861 €</b> | <b>2 677 477 €</b> | <b>22,64%</b> |           | <b>5,13%</b>     | <b>373 €</b> | <b>198 €</b> |
| Résultat financier                         | -489 695 €         | -418 302 €         | -411 728 €         | -342 898 €         | -325 938 €         | -293 931 €         | -244 657 €         | -215 220 €         | -187 103 €         | -9,82%        |           | -8,00%           | -36 €        | -24 €        |
| ↳ dont intérêts                            | 496 793 €          | 424 567 €          | 418 234 €          | 336 750 €          | 332 815 €          | 294 726 €          | 251 657 €          | 222 220 €          | 194 103 €          | -11,44%       |           | -8,13%           | 37 €         | 24 €         |
| Résultat exceptionnel hors cessions        | 62 944 €           | 48 106 €           | 104 928 €          | 91 708 €           | 27 335 €           | 27 827 €           | 3 250 €            | 3 250 €            | 3 250 €            | 1,80%         |           | -11,16%          | 3 €          | 4 €          |
| ↳ dont produits exceptionnels hors cession | 70 549 €           | 57 119 €           | 115 339 €          | 102 065 €          | 34 725 €           | 52 979 €           | 10 000 €           | 10 000 €           | 10 000 €           | 52,57%        |           | -4,98%           | 4 €          | 11 €         |
| ↳ dont charges exceptionnelles             | 7 605 €            | 9 013 €            | 10 411 €           | 10 357 €           | 7 391 €            | 25 152 €           | 6 750 €            | 6 750 €            | 6 750 €            | 240,33%       |           | 46,15%           | 1 €          | 6 €          |
| <b>Epargne brute hors cessions</b>         | <b>2 884 928 €</b> | <b>2 402 953 €</b> | <b>2 596 410 €</b> | <b>3 570 872 €</b> | <b>3 094 409 €</b> | <b>3 895 247 €</b> | <b>2 568 339 €</b> | <b>2 531 891 €</b> | <b>2 493 624 €</b> | <b>25,88%</b> |           | <b>7,00%</b>     | <b>340 €</b> | <b>178 €</b> |
| Remboursement du capital courant           | 1 595 098 €        | 1 220 699 €        | 1 253 786 €        | 1 322 379 €        | 1 317 706 €        | 1 398 262 €        | 1 450 452 €        | 1 538 355 €        | 1 624 981 €        | 6,11%         |           | -2,47%           | 145 €        | 92 €         |
| <b>Epargne nette hors cessions</b>         | <b>1 289 830 €</b> | <b>1 182 254 €</b> | <b>1 342 624 €</b> | <b>2 248 493 €</b> | <b>1 776 703 €</b> | <b>2 496 985 €</b> | <b>1 117 887 €</b> | <b>993 536 €</b>   | <b>868 643 €</b>   | <b>40,54%</b> |           | <b>18,72%</b>    | <b>195 €</b> | <b>86 €</b>  |

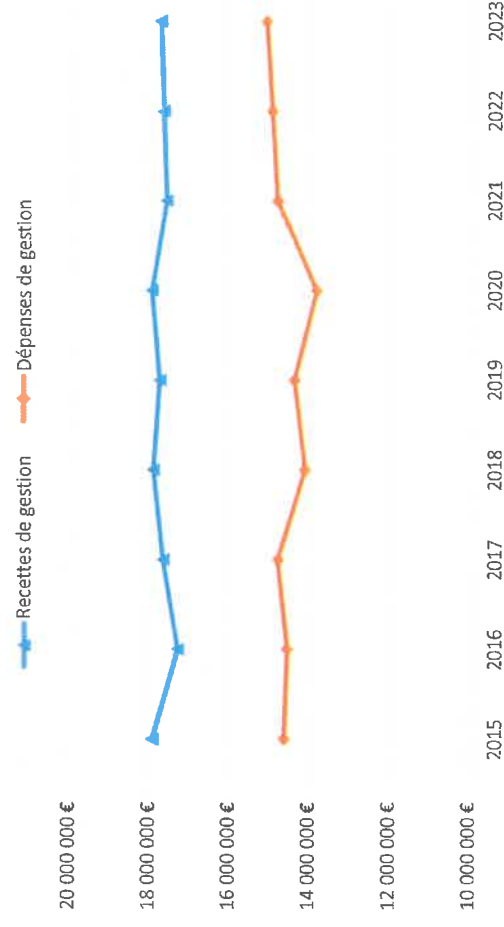
\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019  
\*\* chiffres non définitifs

### Ratios de structure

|                           | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020** | 2021   | 2022   | 2023   | Moyenne 2019 | strate * |
|---------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------|----------|
| Taux d'épargne de gestion | 18,41% | 15,98% | 16,33% | 21,22% | 19,07% | 23,12% | 15,97% | 15,53% | 15,09% | 17,10%       |          |
| Taux d'épargne brute      | 16,04% | 13,85% | 14,61% | 19,82% | 17,40% | 21,65% | 14,60% | 14,33% | 14,05% | 15,40%       |          |
| Taux d'épargne nette      | 7,17%  | 6,81%  | 7,55%  | 12,48% | 9,99%  | 13,88% | 6,35%  | 5,62%  | 4,90%  | 7,40%        |          |

\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019

### Simulation évolution de l'épargne



### L'épargne de gestion :

- mesure l'autofinancement dégagé par la Ville sur ses dépenses courantes (différence entre les recettes et les dépenses),
- rembourse le capital et les intérêts de la dette et finance les investissements en évitant de recourir à l'emprunt.

#### 4) Recettes réelles d'investissement

|                                                  | 2015               | 2016               | 2017             | 2018               | 2019               | 2020**             | 2021               | 2022               | 2023               | Evolution<br>2019/2020 | Evolut° annuelle<br>2015-2020 | En € par<br>hab. (9 101) | Moyenne 2019<br>strate * |
|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Chap 10 - Dotations, fonds divers, hors excédent | 596 728 €          | 472 705 €          | 364 078 €        | 528 246 €          | 412 236 €          | 364 415 €          | 740 000 €          | 265 000 €          | 265 000 €          | -11,60%                | -7,79%                        | 45 €                     | 59 €                     |
| Chap 13 - Subventions d'investissement           | 749 585 €          | 46 172 €           | 41 100 €         | 48 924 €           | 239 706 €          | 130 711 €          | 120 000 €          | 30 000 €           | 30 000 €           | -45,47%                | -16,51%                       | 26 €                     | 75 €                     |
| Chap 16 - Emprunts et dettes assimilées          | 314 060 €          | 1 200 440 €        | 880 €            | 2 114 120 €        | 1 400 800 €        | 800 000 €          | 1 000 000 €        | 1 000 000 €        | 1 000 000 €        | -42,89%                | 30,95%                        | 154 €                    | 99 €                     |
| Autres recettes d'investissement                 | 28 069 €           | 0 €                |                  |                    | 276 825 €          | 78 €               |                    |                    |                    |                        | -19,94%                       | 30 €                     | 19 €                     |
| <b>Recettes d'investissement</b>                 | <b>1 688 441 €</b> | <b>1 719 316 €</b> | <b>406 037 €</b> | <b>2 691 290 €</b> | <b>2 329 567 €</b> | <b>1 295 205 €</b> | <b>1 860 000 €</b> | <b>1 295 000 €</b> | <b>1 295 000 €</b> | <b>-44,40%</b>         | <b>-4,66%</b>                 | <b>256 €</b>             | <b>252 €</b>             |

\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019  
\*\* chiffres non définitifs

#### A ces montants s'ajoute l'autofinancement :

|               | 2021               | 2022               | 2023               |
|---------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Épargne brute | 2 568 339 €        | 2 531 891 €        | 2 493 624 €        |
| Résultat N-1  | 2 227 488 €        | 400 000 €          | 400 000 €          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>6 655 827 €</b> | <b>4 226 891 €</b> | <b>4 188 624 €</b> |

#### Hypothèses retenues 2021-2023:

- Chapitre 10 – hausse du FCTVA en 2021 suite à la forte augmentation des dépenses d'équipement en 2019 et maintien de la taxe d'aménagement à 40 000 €,
- Chapitre 13 – bonne progression des subventions depuis 2019 grâce à une recherche active des financements. Seules les subventions d'aide à l'investissement de la Caisse d'Allocations Familiales ont été prévues en 2022 et 2023,
- Chapitre 16 - un emprunt modéré sur 2021-2022 et 2023.

Suite à la non réalisation de certaines dépenses liées à la situation sanitaire, la Ville de Lillebonne n'a pas eu recours à l'emprunt sur 2020.

N'apparaissent pas dans ce tableau les excédents de fonctionnement capitalisés.

## 5) Dépenses réelles d'investissement

|                                   | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2020**      | 2021        | 2022        | 2023        | Evolution<br>2019/2020 | Evolut° annuelle<br>2015-2020 | En € par<br>hab. (9 101) | Moyenne 2019<br>strale * |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Dépenses d'équipement             | 2 098 786 € | 1 997 295 € | 1 864 170 € | 1 944 476 € | 4 440 498 € | 2 186 178 € | 5 148 375 € | 2 629 036 € | 2 504 143 € | -50,77%                | 0,83%                         | 488 €                    | 332 €                    |
| Subventions d'équipement versées  | 958 123 €   | 578 348 €   | 43 207 €    | 21 961 €    | 1 145 853 € | 382 131 €   | 37 000 €    | 39 500 €    | 39 500 €    | -66,65%                | -12,02%                       | 126 €                    | 13 €                     |
| Autres dépenses                   | 12 969 €    | 12 629 €    | 14 858 €    | 73 038 €    | 278 594 €   | 29 710 €    | 20 000 €    | 20 000 €    | 20 000 €    | -89,34%                | 25,82%                        | 31 €                     | 18 €                     |
| Remboursement capital de la dette | 1 595 098 € | 1 220 699 € | 1 254 166 € | 1 322 379 € | 1 317 706 € | 1 398 262 € | 1 450 452 € | 1 538 355 € | 1 624 981 € | 6,11%                  | -2,47%                        | 145 €                    | 92 €                     |
| Dépenses d'investissement         | 4 664 976 € | 3 808 971 € | 3 176 402 € | 3 361 854 € | 7 182 650 € | 3 996 280 € | 6 635 827 € | 4 226 891 € | 4 188 624 € | -44,36%                | -2,87%                        | 789 €                    | 455 €                    |

\* source Banque Postale Rétrospective 2014-2019

\*\* chiffres non définitifs

### Hypothèses retenues 2021-2023:

L'ensemble des projections de l'autofinancement est imputé sur les dépenses d'équipement. Le montant 2021 est expliqué par l'estimation d'un important résultat 2020.

Les subventions d'équipement représentent les participations dans le cadre de l'ORFO/AVAP ainsi que la subvention d'investissement à l'Association Culturelle Juliobona (ACJ) conformément au plan pluriannuel d'investissement de la convention triennale d'objectifs et de moyens.

Les autres dépenses correspondent au reversement de 0,75 % de la taxe d'aménagement à Caux Seine agglo.

## 6) L'évolution de l'endettement

| Endettement                      |  | 2015         | 2016         | 2017         | 2018         | 2019         | 2020**       | 2021         | 2022         | 2023        | Moyenne annuelle | En € par hab (9101) | Moyenne 2019 strate* |
|----------------------------------|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|------------------|---------------------|----------------------|
| Emprunts nouveaux                |  | 314 060 €    | 1 200 000 €  |              | 0 €          | 2 113 000 €  | 1 400 000 €  | 800 000 €    | 1 000 000 €  | 1 000 000 € | 980 784 €        | 154 €               | 99 €                 |
| Emprunts mobilisés               |  |              |              |              |              |              |              |              |              |             |                  | 0 €                 | 2 €                  |
| Amortissement du capital courant |  | 1 595 098 €  | 1 220 699 €  | 1 253 786 €  | 1 322 379 €  | 1 317 706 €  | 1 398 262 €  | 1 450 452 €  | 1 538 355 €  | 1 624 981 € | 1 413 524 €      | 145 €               | 92 €                 |
| Flux net dette                   |  | -1 281 038 € | -20 699 €    | -1 253 786 € | 790 621 €    | 82 294 €     | -598 262 €   | -450 452 €   | -538 355 €   | -624 981 €  | -432 740 €       | 9 €                 | 7 €                  |
| Encours de dette                 |  | 12 326 924 € | 12 318 648 € | 11 064 854 € | 11 866 572 € | 11 937 783 € | 11 339 520 € | 10 889 068 € | 10 350 713 € | 9 611 845 € | 11 300 659 €     | 1 312 €             | 910 €                |

\*source Banque Postale Rétrospective 2013-2018 sur une base calculée de 214 données

\*\*montants non définitifs

### Ratios

|                                                                              | 2015   | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020** | 2021 | 2022   | 2023   | Moyenne 2019 strate * |
|------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------|--------|--------|-----------------------|
| Capacité de désendettement en années                                         | 4,3    | 5,1    | 4,3    | 3,3    | 3,9    | 2,9    |      | 4,2    | 4,1    | 3,9                   |
| Taux d'endettement                                                           | 68,54% | 71,01% | 62,25% | 65,88% | 67,11% | 63,01% |      | 61,89% | 58,59% | 54,17%                |
| Taux de vieillissement théorique de la dette                                 | 12,94% | 9,91%  | 11,33% | 11,14% | 11,04% | 12,33% |      | 13,32% | 14,86% | 16,91%                |
| Intérêts/dépenses de fonctionnement                                          | 3,29%  | 2,84%  | 2,76%  | 2,33%  | 2,26%  | 2,09%  |      | 1,68%  | 1,47%  | 1,27%                 |
| Annuité /recettes de fonctionnement                                          | 11,63% | 9,48%  | 9,41%  | 9,21%  | 9,28%  | 9,41%  |      | 9,67%  | 9,97%  | 10,25%                |
| Capacité de désendettement : Encours de la dette/épargne brute hors cessions |        |        |        |        |        |        |      |        |        | 10,10%                |

Taux d'endettement : Encours de la dette/ recettes réelles de fonctionnement hors cessions

Taux de vieillissement théorique de la dette : Amortissement du capital courant/encours de la dette

### Capacité de désendettement :

Endettement faible: < à 5 ans

Endettement moyen : > à 5 ans et < à 10 ans

Endettement critique: > à 10 ans et < à 15 ans

Endettement fort : > à 15 ans

La Ville de Lillebonne se situe dans la catégorie *endettement faible*, avec une capacité de désendettement de 2,9 ans en 2020, ce qui représente le triple intérêt de :

- 1) constituer des marges de manœuvre en matière de financement pour l'avenir,
- 2) maximiser la notation bancaire de la Ville et garantir ainsi l'obtention d'emprunts à des conditions favorables,
- 3) ne pas grever excessivement la section d'investissement.



## 7) Les marges de manœuvre en matière d'endettement

| Année | Intérêts *   | Capital        | Amortité       | Capital restant dû au 31/12 | Emprunt voté au BP | Emprunt mobilisé au CA | Flux de la dette |
|-------|--------------|----------------|----------------|-----------------------------|--------------------|------------------------|------------------|
| 2013  | 575 895,52 € | 1 822 396,00 € | 2 398 291,52 € | 15 410 180,09 €             | 2 453 861,00 €     | 2 104 892,34 €         | 282 496,34 €     |
| 2014  | 560 856,97 € | 1 840 581,94 € | 2 401 438,91 € | 13 579 382,94 €             | 2 388 889,00 €     | 45 902,04 €            | -1 794 679,90 €  |
| 2015  | 496 792,83 € | 1 595 098,44 € | 2 091 891,27 € | 12 326 924,47 €             | 2 049 843,00 €     | 314 059,62 €           | -1 281 038,82 €  |
| 2016  | 424 567,08 € | 1 220 699,19 € | 1 645 266,27 € | 12 318 647,63 €             | 1 320 000,00 €     | 1 200 000,00 €         | -20 699,19 €     |
| 2017  | 418 234,15 € | 1 253 786,17 € | 1 672 020,32 € | 11 064 854,14 €             | 1 998 159,00 €     | 0,00 €                 | -1 253 786,17 €  |
| 2018  | 336 750,22 € | 1 322 379,38 € | 1 659 129,60 € | 11 866 571,52 €             | 1 900 000,00 €     | 2 113 000,00 €         | 790 620,62 €     |
| 2019  | 332 815,46 € | 1 317 705,32 € | 1 650 520,78 € | 11 937 782,75 €             | 1 100 000,00 €     | 1 400 000,00 €         | 82 294,68 €      |
| 2020  | 294 725,63 € | 1 398 262,42 € | 1 692 988,05 € | 11 339 520,33 €             | 1 400 000,00 €     | 800 000,00 €           | -598 262,42 €    |
| 2021  | 251 657,00 € | 1 450 452,00 € | 1 702 109,00 € | 10 889 068,33 €             | 1 000 000,00 €     | 1 000 000,00 €         | -450 452,00 €    |
| 2022  | 222 220,00 € | 1 538 355,00 € | 1 760 575,00 € | 10 350 713,33 €             | 1 000 000,00 €     | 1 000 000,00 €         | -538 355,00 €    |
| 2023  | 194 103,00 € | 1 624 981,00 € | 1 819 084,00 € | 9 611 844,72 €              | 1 000 000,00 €     | 1 000 000,00 €         | -624 981,00 €    |

simulation

En 2020 emprunt 2019 de 800 000 €.

En 2021 pas d'emprunt en 2020 - simulation emprunt 2021 de 1 000 000 € - taux fixe 1,00 (prospective finance active)

Simulation emprunt en 2022 de 1 000 000 € - taux fixe 1,20 (prospective finance active)

Simulation emprunt en 2023 de 1 000 000 € - taux fixe 1,40 (prospective finance active)



### III. ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE 2021



# LES PRIORITÉS POLITIQUES 2021-2026

## ENVIRONNEMENT :

- renforcer la propreté de la ville,
- poursuivre les aménagements végétalisés le long de la rivière et aménager des îlots de verdure dans les espaces publics,
- déployer des pistes et des voies cyclables,
- améliorer la performance énergétique du patrimoine bâti public,
- préserver la faune urbaine.

## COHESION SOCIALE

- mettre en place la démocratie participative avec un budget dédié,
- favoriser l'entraide intergénérationnelle et la mixité sociale,
- renforcer les actions envers les publics les plus précaires,
- lutter contre la fracture numérique,
- créer un pôle de santé.



## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

- mise en place de boutiques tests et aides à l'installation de commerces,
- redynamisation du centre-ville,
- travail sur l'attractivité de la ville.

## AMENAGEMENT

- accélérer les aménagements prenant en compte les différents handicaps,
- réhabiliter l'équipement sportif Fernand BIGOT,
- poursuivre le projet "Juliobona Antique" avec Caux Seine agglo,
- mettre en place un pôle multimodal,
- surveiller la conformité et la sécurité des city-stades .

## CULTURE ET EDUCATION

- développer de nouvelles manifestations culturelles
- doter les écoles en matériel numérique.
- instaurer un pass culture,

# I) STRATÉGIE FINANCIÈRE

- maintenir l'enveloppe des subventions accordées aux associations,
- ne pas augmenter les taux de fiscalité,
- maîtriser les dépenses de fonctionnement en y intégrant les dépenses nouvelles liées à la COVID-19 (environ 40 000 €),
- donner les moyens nécessaires en fonctionnement, à la réalisation du projet politique (démocratie participative, développement de la politique culturelle...) et en investissement,
- renouveler les marchés arrivés à terme en recherchant une meilleure efficacité et, si possible, une baisse des coûts,
- maintenir une gestion patrimoniale active afin de réduire les coûts de fonctionnement des bâtiments énergivores,
- en investissement, concentrer les efforts financiers sur les projets structurants prévus dans le programme politique.

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

### Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2021 : 17 500 000€

| Recettes dont :                                       | Montant    |
|-------------------------------------------------------|------------|
| Maintien de la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)   | + 268 000€ |
| Suppression de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) | - 61 000€  |
| Revalorisation des bases fiscales des impôts locaux   | + 15 000   |
| Produits des services                                 | =          |

La ville prévoit un maintien de la DSU pour 2021, la commune y étant éligible depuis 2017 et son rang pour y prétendre étant réévalué chaque année à la hausse.

Concernant la DSR, la commune est éligible depuis 2020, mais le potentiel financier moyen par habitant retenu n'est que de 10 € en dessous du montant plafond.

La revalorisation des bases fiscales des impôts locaux est de 0,2 % pour l'année 2021.

Concernant les produits des services, au vu de la faible inflation de 2020, la ville n'a pas souhaité augmenter les tarifs des services municipaux pour 2021.

Les autres recettes sont estimées à un niveau stable pour l'exercice 2021.

## Les perspectives d'évolution des dépenses réelles pour 2021 : 14 700 000€

| Dépenses dont :                                            | Montant  |
|------------------------------------------------------------|----------|
| Augmentation des dépenses d'énergie                        | +11 000€ |
| Budget démocratie participative                            | +10 000€ |
| Dépenses liées au COVID                                    | +40 000€ |
| Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) | +50 000€ |
| Subventions aux associations                               | =        |

Fil conducteur structurant du projet de la nouvelle municipalité, un budget dédié sera consacré à la démocratie participative.

L'équipe municipale souhaite également maintenir le montant de l'enveloppe des subventions aux associations à hauteur de celle de 2020, avec une forte volonté de soutenir les associations locales, mises en difficulté par la crise sanitaire.

La ville doit également faire face à de nouvelles augmentations des tarifs de l'énergie, ainsi qu'àux dépenses liées au COVID.

Dans ces nouvelles dépenses, la ville doit également prendre en compte la revalorisation obligatoire des grilles indiciaires des agents.

## SECTION INVESTISSEMENT

### Les perspectives d'évolution de recettes réelles pour 2021 : 6,6 M€

|                                       | Recettes           | Montant     |
|---------------------------------------|--------------------|-------------|
| Autofinancement (hors amortissements) | Epargne brute      | 2 568 000€  |
|                                       | Résultat N-I *     | 2 200 000€  |
|                                       | Emprunt            | 1 000 000 € |
|                                       | FCTVA              | 700 000€    |
|                                       | Subventions        | 120 000€    |
|                                       | Taxe d'aménagement | 40 000€     |

L'autofinancement est constitué par l'épargne brute, dégagée par la section de fonctionnement majorée des résultats de l'année N-I. Elle est utilisée en priorité au remboursement du capital emprunté par la collectivité. Le surplus, constituant de l'autofinancement net, permettra le financement des investissements prévus par la collectivité.

La Ville a réalisé d'importants efforts sur la recherche de subventions dans le cadre de ses projets d'investissement; en sollicitant, notamment, la Région Normandie, le Département de Seine Maritime et la Caisse d'Allocations Familiales.

Les perspectives d'évolution de dépenses d'investissement pour 2021 : 6,6 M€ (dont 1,450 M€ de remboursement de capital de la dette)

| Dépenses dont :                                 | Montant     |
|-------------------------------------------------|-------------|
| Enveloppe investissement hors emprunt<br>dont : | 5 150 000€  |
| Remboursement du capital de la dette            | 1 450 000 € |

Le niveau des dépenses d'investissement estimé pour 2021 permet, dans les projections, de maintenir un résultat d'exercice et un fonds de roulement positifs. Le résultat N-I estimé permet d'abonder en partie l'enveloppe d'investissement.

## 2) LA STRATÉGIE DE GESTION

Avant tout projet, une étude devra être réalisée afin de déterminer :

- Pour les projets de fonctionnement :

- les objectifs du projet en lien avec les besoins et intérêts de la population,
- les coûts de fonctionnement directs et indirects (salaires, recrutements supplémentaires, fluides...),
- un bilan qualitatif et quantitatif du projet échelonné sur plusieurs années.

- Pour les projets d'investissement :

- la définition des objectifs du projet en lien avec le projet politique, les besoins et intérêts de la population, le maintien ou l'amélioration de l'état du patrimoine, les économies énergétiques...,
- les coûts d'investissement du projet,
- les charges induites pour les années futures (coûts directs et annexes).